JOURNAL LA VOIX DE DJIBOUTI

Média indépendant fondé le 1er janvier 2010

LA VOIX DE DJIBOUTI N°0034 du 21 Août 2020

Editorial

Actualités: nationale
(Pages 2 - 3)

Actualités: regionales
(Pages 4 - 5)

Culture: poésie
(Page 6)

Editorial

Pris au piège

Le temps trotte et rapproche chaque jour un peu plus la date fatidique. Il le sait et en souffre. D'une souffrance qui grandit au fil des mois. Il a beau chercher de quoi s'apaiser, il ne trouve pas. Où qu'il se tourne, il ne voit qu'usure. Toutes les ficelles à lui accessibles, ont donné. En vingt ans, il en a fait le tour. Il a tout dit, en a emprunté l'endroit et l'envers. Il a arpenté toutes les pistes chamelières, sillonné les basses terres, tenté les hauteurs et la navigation. Il s'est même exercé à l'apesanteur pour échapper à la force de rappel du réel. Tant que cela fonctionnait, qu'il réussissait ses numéros à courte vue, aucun souci du lendemain. C'était comme sur une ligne infinie, certes sinueuse mais aux ressources par lui abordables. Au point qu'il a fini par penser qu'il était assuré d'être sultan à vie. Ah ces années d'insouciance ! Il n'avait qu'à vivre, ce qu'il faisait à fond, par tous temps. Il a goûté à tous les plaisirs dont il rêvait, sous tous les cieux par son appétit inspirés. Il rentrait toujours repu, se reposait pour reprendre. Encore et encore. La vie en plaisirs. Y compris le plaisir de voir ses ''sujets'' souffrir, de les entendre souffrir, de les savoir en souffrance. C'était la métamorphose comme seul un génie de son genre en est capable. Génie ? Mais oui, voyons. Il se découvrait tel, au sens magique du terme, et ne se privait pas de s'en ouvrir autour de lui. Il se sentait sans pareil et le faisait chanter à s'éteindre la voix. Bien entendu, il n'en démord pas. Il continue de faire clamer qu'il est le meilleur des meilleurs.

Par le vers comme par la prose. Même si le charme y est moins. Même s'il est moins gourmand de certains plaisirs. Les traces du temps sur la tête, et pas seulement sur la tête, la fin de l'état de grâce prolongé, la progéniture qui a poussé avec son pesant perturbatrice, des problèmes sont apparus les uns après les autres et affecté son appétit de la vie. Alors, ces jours-ci, suivant en cela ses diseurs, il envoie un ballon d'essai vers la rue. Ses agents répètent que l'élection présidentielle prévue pour avril 2021 fait l'objet d'un report technique imminent. L'argument à l'appui ? Le Covid-19, voyons. Tant pis si, à force de proximité sociale, ses ''sujets'' semblent avoir développé une immunité collective. Il ne faut pas chercher loin avec le sultan. Ses affidés commencent donc à colporter cela de bouche à oreille, de mabraz en mabraz. Sur fond de quelques youyous poussés sous toit. Sous toit ? Oui, il reprend l'idée des résistants pour ne pas risquer des contre-manifestations. Il craint que, s'il appelle sa petite troupe d'agents et autres obligés à se montrer sur la place publique, les souffrants ne donnent libre cours à leur colère et inondent ruelles et rues. Et si le ballon d'essai se dégonfle au contact du réel ? Il redira à ses diseurs de répondre à son désir sans fin de demeurer.

Le sultan est dans un tel état où il estime que c'est au réel de s'adapter à lui, non l'inverse.

Il est pris au piège...du pouvoir qui altère.

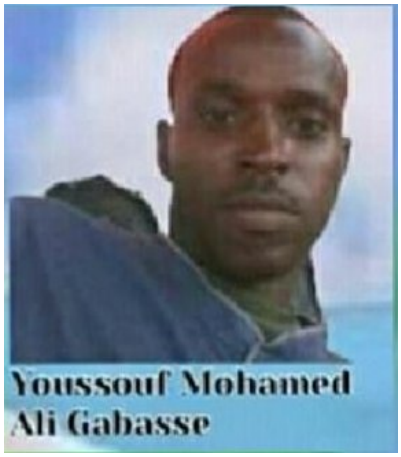
Sous Djama Ali Guelleh, EDD maintient ses tarifs abusifs. Où va cet argent ?

Djibouti, c'est connu, est l'un des pays les plus chers en Afrique et au monde. Non point parce qu'il s'agit d'un pays riche où les habitants jouissent d'un tel pouvoir d'achat qu'ils peuvent payer cher ce qu'ils achètent. C'est un pays pauvre d'entre les pauvres, du moins pour le plus grand nombre des Djiboutiens. Parmi les facteurs de cette cherté de la vie à Djibouti, figure l'énergie électrique. L'électricité est l'un des postes de coût les plus lourds. Les factures d'Électricité de Djibouti (EDD) sont le cauchemar régulier des ménages et autres opérateurs économiques à Djibouti. Leur lecture est toujours un moment de stress suprême : les abonnés en prennent connaissance la peur dans le ventre. Cela explique les cris de détresse récurrents à l'adresse de la direction d'EDD, incarnée à la manière d'un monarque par un certain Djama Ali Guelleh, nommé en 1986. Il est le cousin germain d'un certain Ismaël Omar Guelleh et se présente comme ingénieur formé en Roumanie sous le dictateur communiste Nicolae Ceausescu. Il a bénéficié, en son temps, d'une bourse octroyée par Bucarest à Djibouti au titre de l'aide aux pays colonisés, bourse qui a transité par le Front de libération de la côte des Somalis (FLCS) basé en Somalie.

Il a intégré une école d'ingénieurs électriciens sans le baccalauréat qu'il n'a pas obtenu puisqu'il a quitté Djibouti avant d'entrer en classe de terminale. Selon des sources concordantes, il a rejoint le FLCS non en vue de combattre pour l'indépendance mais afin d'obtenir une bourse d'études et suivre une formation supérieure sans passer par la case baccalauréat. Il n'est donc pas l'ingénieur le plus brillant qu'EDD ait connu depuis l'indépendance. Le dernier cri de détresse poussé par les Djiboutiens contre la cherté de l'électricité date de fin mai-début juin 2020. La réponse pleine d'arrogance de Djama Ali Guelleh résonne encore aux oreilles des Djiboutiens. Il a notamment déclaré, sans sourciller, que le président Guelleh lui-même paye ses factures d'EDD. Comme ce dernier cri de détresse a pris la forme d'une véritable campagne pour une énergie moins chère, Djama Ali Guelleh et son cousin Ismail Omar Guelleh ont concédé en juin dernier une modique baisse tarifaire. Loin du prix de 10 francs Djibouti le kwh revendiqué par la population. Le premier ministre Abdoulkader Mohamed Kamil qui s'attire maints noms d'oiseau par son attitude servile à l'égard d'Ismail Omar Guelleh, s'en est félicité sur sa page Facebook le 23 juin 2020.

Le régime persiste donc à maintenir la cherté de l'énergie électrique à Djibouti. Pourtant, depuis l'interconnexion en 2011 du réseau électrique djiboutien avec celui hydro-électrique éthiopien, l'électricité revient beaucoup moins cher à EDD qui importe d'Éthiopie jusqu'à 80% de la consommation locale. Selon certaines sources, le prix de revient de l'électricité importée d'Éthiopie est si bas qu'EDD peut vendre à 10 francs Djibouti le kilowattheure d'électricité. D'autres sources parlent d'un prix de revient final de 14 francs et demi. En tout cas, depuis 2011, EDD peut baisser de manière sensible ses tarifs. C'est d'ailleurs par la quête d'une électricité moins chère que cette interconnexion a été justifiée par Ismail Omar Guelleh. Il l'a déclaré officiellement lors de l'inauguration de l'interconnexion, en octobre 2011 : ''Il s'agit d'atténuer de manière significative le coût de la facture énergétique qui pèse autant sur la compétitivité de nos économies que sur le niveau de vie de nos ménages''. Si donc les deux Guelleh (Ismail et Djama) ne veulent pas baisser les tarifs d'EDD, c'est par un acte de volonté assumé. D'où la question de savoir où vont les marges substantielles que génèrent les tarifs élevés de l'électricité depuis 2011. La réponse à cette question mérite investigation.

Fouad Youssouf et Youssouf Mohamed toujours privés de liberté

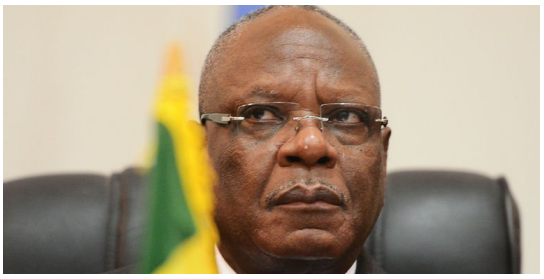


Le lieutenant pilote Fouad Youssouf Ali reste toujours détenu à la prison centrale Gabode.

Il en est de même pour le soldat Youssouf Mohamed Ali de la Garde républicaine qui, depuis le 29 juin 2020, demeure séquestré dans une cellule glauque du service de documentation et de sécurité (SDS).

Les conditions de privation de liberté de l'un et de l'autre restent inhumaines et dégradantes.
A suivre de très près.

Coup d’État au Mali



Une mutinerie de militaires a viré au coup d’État dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 août 2020 au Mali, poussant à la démission le président Ibrahim Boubacar Keita dit IBK et son gouvernement. Les militaires qui ont pris le pouvoir se sont prononcés pour une ‘’transition politique civile’’ devant conduire à des élections générales dans un "délai raisonnable". Soulignant ‘’ne pas tenir au pouvoir’’, ils ont annoncé la mise en place d’un Comité national pour le salut du peuple. "Nous, forces patriotiques regroupées au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l’histoire", a déclaré celui qui a été présenté comme le porte-parole des militaires, le colonel-major Ismaël Wagué, chef d’état-major adjoint de l’armée de l’air. "Notre pays, le Mali, sombre de jour en jour dans le chaos, l’anarchie et l’insécurité par la faute des hommes chargés de sa destinée", a accusé l’officier.

Il a dénoncé le "clientélisme politique" et "la gestion familiale des affaires de l’État", ainsi que la "gabegie, le vol et l’arbitraire", une justice "en déphasage avec les citoyens", une "éducation nationale qui patauge" ou encore des massacres de villageois, le "terrorisme et l’extrémisme". Il a lancé un appel à la société civile : "La société civile et les mouvements socio-politiques sont invités à nous rejoindre pour, ensemble, créer les meilleures conditions d’une transition politique civile conduisant à des élections générales crédibles pour l’exercice démocratique à travers une feuille de route qui jettera les bases d’un Mali nouveau". De même, les putschistes ont demandé aux organisations internationales et sous-régionales de les "accompagner pour le bien-être du Mali".

Ils ont poursuivi : "La (mission de l’ONU) Minusma, la force (anti-djihadiste française) Barkhane, le G5 Sahel (qui regroupe cinq pays de la région), la force Takuba (un groupement de forces spéciales européennes censées accompagner les Maliens au combat) demeurent nos partenaires". Non sans ajouter : "Tous les accords passés" seront respectés, précisant qu’ils étaient "attachés au processus d’Alger", c’est-à-dire l’accord de paix signé en 2015 entre Bamako et les groupes armés du nord du pays.
Le président IBK était confronté, depuis plusieurs mois, à de massives manifestations de protestation contre sa gestion publique, y compris électorale. Accusant le régime de fraudes électorales lors dernières législatives, l’opposition s’était jointe à la société civile dans les protestations de rue. La communauté internationale a condamné ce coup d’État et demandé le retour à l’ordre constitutionnel.

Éthiopie : Le ministre de la défense LemmaMegerssa assigné à résidence

Selon la presse éthiopienne dont Addis Standard qui a publié un article sur le sujet le 13 août 2020, le ministre de la défense du gouvernement fédéral, LemmaMegerssa, a été assigné à résidence. Selon cet organe de presse, c'est le général Adem Mohammed, chef d'état-major des forces armées nationales éthiopiennes, qui a été chargé de lui notifier cette injonction mardi 11 août 2020. C'est à son domicile des parages de l'Avenue Bole d'Addis-Abeba qu'il a été assigné à résidence jusqu'à nouvel ordre. Dans la foulée, une partie de son personnel, y compris sa secrétaire, s'est vue empêchée d'accéder à son cabinet du ministère de la Défense, cabinet qui a été ensuite perquisitionné mercredi 12 août par la police fédérale. LemmaMergerssa a été nommé ministre de la Défense le 18 avril 2019. Avant sa nomination, il était président de la région fédérée oromo, fonction à laquelle il avait été élu à l'unanimité de l'assemblée régionale en octobre 2016, au plus fort des protestations oromos contre le pouvoir central.

Il était également président de l'Organisation démocratique du peuple oromo (Oromo people'sdemocraticOrganizatio n ou OPDU). C'est le 22 février 2018 qu'il avait cédé la direction du parti à son numéro deux d'alors, Dr Abiy Ahmed Ali, ce qui avait permis à ce dernier de diriger la coalition EPRDF (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien), tremplin pour le poste de premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie. Cette assignation à résidence de LemmaMegerssa, prélude à un limogeage, montre que les relations entre ce dernier et son ami Abiy Ahmed Ali se sont sérieusement dégradées. Cette dégradation est devenue publique en novembre 2019 lorsque le ministre LemmaMegerssa a publiquement critiqué la philosophie Medemer(Synergie) du premier ministre et la transformation de l'EPRDF en Parti de la prospérité (Prosperity Parti).

Certains observateurs voient dans cette assignation à résidence une nouvelle étape de la lutte qui oppose Abiy Ahmed Ali à ceux que l'on appelle les nationalistes oromos parmi lesquels sont classés LemmaMegerssa et Jawar Mohammad. Ce dernier, devenu membre dirigeant du parti OFC (Oromo FederalistCongress) du professeur MereraGudina et opposant au Premier ministre, a été arrêté le 30 juin 2020 et détenu depuis lors. Selon certaines sources, il lui est reproché, comme à d'autres dirigeants oromos, d'être impliqué dans l'organisation des manifestations qui ont suivi l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa, 34 ans, le 29 juin 2020 au soir, à Addis-Abeba.

Child Wife

Paul Verlaine

Vous n’avez rien compris à ma simplicité,
Rien, ô ma pauvre enfant !
Et c’est avec un front éventé, dépité
Que vous fuyez devant.

Vos yeux qui ne devaient refléter que douceur,
Pauvre cher bleu miroir
Ont pris un ton de fiel, ô lamentable sœur,
Qui nous font mal à voir.

Et vous gesticulez avec vos petits bras
Comme un héros méchant,
En poussant d’aigres cris poitrinaires, hélas !
Vous qui n’étiez que chant !

Car vous avez eu peur de l’orage et du cœur
Qui grondait et sifflait,
Et vous bêlâtes vers votre mère – ô douleur ! –
Comme un triste agnelet.

Et vous n’aurez pas su la lumière et l’honneur
D’un amour brave et fort,
Joyeux dans le malheur, grave dans le bonheur,
Jeune jusqu’à la mort !

Londres, 2 avril 1873

Paul Verlaine, Romances sans paroles (1874)

Journal La Voix de Djibouti

email: lvddjib2019@gmail.com
web: https://
lavoixdedjibouti.info